

## APERÇU

### ■ Séminaire de lancement organisé par EZA « Points saillants du dialogue social européen »



Soixante-sept projets pour l'exercice 2014. Points saillants : le sort des jeunes travailleurs sur le marché de l'emploi; les stratégies syndicales afin de promouvoir de bonnes relations professionnelles dans un paysage industriel en mutation ; la coordination de la protection sociale, un élément stabilisateur pour la vie et le travail en Europe; les critères pour un dialogue social de bonne qualité

Page 2

### ■ Conditions de travail en Croatie au lendemain l'adhésion

Chômage élevé, bas salaires, dialogue social défaillant : défis de taille pour les représentants des salariés et les syndicats

Page 3

### ■ Visite à Chypre

A l'invitation du KIKEA-DEOK, le président de l'EZA, Bartho Pronk, se rendra à Chypre en février 2014

Page 3

### ■ Plates-formes et réseaux au sein de l'EZA

Entretien avec Józef Mozolewski, Plate-forme pour l'éducation (PED) : membres, méthodologie, thèmes

Page 4

## EDITORIAL



Chers amis,

Il s'agit d'un vaste projet que cet accord de libre échange transatlantique envisagé entre l'UE et les Etats-Unis. Par l'abolition partielle des barrières commerciales, les négociateurs espèrent se ménager un plus grand volume d'échanges, une croissance économique plus soutenue et, par conséquent, plus d'emplois : Le chiffre d'environ deux millions de nouveaux emplois créés de part et d'autre de l'Atlantique est évoqué, sachant que la plupart des emplois, soit plus d'un million, seraient localisés aux Etats-Unis. Cependant, même les pays d'Europe méridionale ébranlés par la crise pourraient profiter d'une meilleure balance

commerciale grâce aux importations à moindre prix en provenance des Etats-Unis et ainsi parvenir aussi à une réduction du chômage. Telle est la démonstration accomplie par une étude menée par l'institut IFO à la demande de la Fondation Bertelsmann. Nous sommes d'avis, dès lors, que l'accord de libre échange envisagé devrait être rapidement mis en œuvre au nom de l'objectif affiché de lutte contre le chômage élevé, si ne se posaient aussi quelques doutes sérieux. Ces doutes sont notamment alimentés par la crainte de voir les normes de protection des personnes passer à la trappe en Europe. Lorsqu'elles concernent les travailleurs notamment, ces normes s'appuient sur des valeurs et des structures établies au fil du temps et constitutives de notre identité en Europe. Cependant, ce qui attise grandement la méfiance et les doutes est le fait que les négociations se tiennent à huis clos. Au 21<sup>e</sup> siècle, peut-on encore faire l'impasse sur une consultation publique et constructive en Europe ?

Roswitha Gottbehüt,  
Secrétaire générale

## Dialogue social dans le service public

« La responsabilité a un avenir » fut le titre du séminaire organisé par Eurofedop (Europese Federatie van het Overheidspersoneel) du 26 au 28 septembre 2013 à Madrid. La nécessité pour chacun d'assumer sa part de responsabilité en ces temps actuels de crise et la volonté, dans le chef des syndicats d'Eurofedop, d'emprunter cette voie de la responsabilité tissèrent le fil rouge de l'ensemble des activités menées durant ce séminaire.

Les thèmes traités s'articulèrent autour de la responsabilité sociale de l'entreprise, de l'économie sociale de marché, de la modernisation de l'administration (e-gouvernement) ainsi que des statuts et de la rémunération dans le service public.

Il apparut clairement que les délégués demeuraient convaincus du sens et de la valeur des consultations entre les partenaires sociaux même lorsque le dialogue social fait les frais de la crise économique. Ils soulignèrent l'importance du partenariat social et adressèrent un appel aux gouvernements européens : même si les mesures d'austérité semblent inévitables, les gouvernements ne devraient jamais perdre de vue les conséquences sociales de telles mesures sur leurs propres concitoyens et tout particulièrement sur les travailleurs.

Bert Van Caelenberg ■

## Séminaire de lancement d'EZA à Wieliczka



Sous terre dans la mine de sel de Wieliczka, Pologne : les participant(es) du séminaire de lancement d'EZA « Points saillants du dialogue social européen »

L'important besoin de réforme dans le domaine de l'enseignement et la formation professionnels fut au centre des discussions du séminaire de lancement organisé par EZA du 28 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2013 à Wieliczka, Pologne, en collaboration avec la KK NSZZ « Solidarność » (Komisja Krajowa NSZZ « Solidarność ») et avec le soutien de l'Union européenne. Cent-vingt représentants des organisations socio-chrétiennes des travailleurs issues de 25 pays européens furent rassemblés afin d'échanger sur le programme éducatif d'EZA pour l'année 2014 et constatèrent, entre autres, que deux questions s'avéraient cruciales : celle des modalités d'organisation de la formation pour les jeunes afin qu'elle soit porteuse d'avenir ainsi que celle des instruments du marché de l'emploi qui permettent de créer des emplois d'avenir. En l'occurrence, les groupes défavorisés devraient, avant tout, aussi être pris en considération. Le respect des valeurs doit primer sur la création de valeur. Par ailleurs, c'est l'ensemble de la société qui devrait être associée au dialogue social. Ce dernier doit être limpide et transparent pour tous les participants. La protection sociale est un droit et non un privilège.

Une pierre angulaire du programme éducatif d'EZA pour 2014 repose sur un chaquet de séminaires consacré à la stratégie « Europe 2020 » tout au long duquel, dans les prochains mois, le thème central du « sort des jeunes travailleurs sur le marché de l'emploi » sera exploré scientifiquement et étayé par environ 20 des 67 projets prévus au total. En outre, en 2014, deux coordinations de projets s'articuleront autour des thèmes

des « stratégies syndicales pour la promotion de bonnes relations professionnelles dans un paysage industriel en mutation » et de la « coordination de la protection sociale – un élément stabilisateur pour la vie et le travail en Europe ».

Par ailleurs, en collaboration avec le HIVA, EZA réalisera une étude consacrée aux « critères pour un dialogue social de bonne qualité », dont les résultats devraient alimenter les séminaires durant le deuxième semestre de l'année 2014 ainsi que durant l'exercice 2015.

Piotr Duda, président de la commission nationale du NSZZ « Solidarność », Jadwiga Staniszkis de l'Université de Varsovie, Stéphane Portet de Syndex-Europe et Józef Niemiec, secrétaire général adjoint de la CES évoquèrent, dans leurs allocutions, les difficultés du dialogue social perçues à l'échelon européen et polonais.

Piotr Duda reprocha au gouvernement polonais l'introduction de règlements contraires aux directives européennes. La volonté serait de n'instaurer en Pologne qu'un simulacre de dialogue social qui ne déboucherait sur aucun résultat. Il en appela à une revitalisation du dialogue social fondée sur une entente mutuelle et une véritable économie sociale de marché. « Les droits des travailleurs ne peuvent être considérés comme des privilèges. Un environnement social sûr doit être mis en place pour les jeunes si nous voulons nous atteler aux problèmes démographiques causés en Pologne par le très faible taux de natalité. La flexibilité poussée à l'extrême telle que l'exige le gouvernement ne convient pas face à ces problèmes », expliqua Piotr Duda, qui déplora ensuite les ratés du dialogue

social tant au niveau national qu'au niveau européen. Selon lui, les intérêts des organisations de travailleurs en Europe divergent souvent, notamment sur la directive sur le temps de travail ou lors des négociations sur le climat. La protection des travailleurs devrait connaître une évolution au-moins similaire dans les anciens et les nouveaux Etats-membres de l'Union européenne. Les rémunérations dans les multinationales devraient, aux dires de Piotr Duda, être alignées afin d'éviter les relocalisations d'entreprises dans des pays à bas salaires.

Jadwiga Staniszkis analysa la crise actuelle des pensions en Pologne et épinglea, comme cause principale, la faiblesse des salaires. « En Pologne, le recul des salaires est radical au point de friser l'exploitation. Surtout dans le cas des contrats de travail à durée déterminée qui ne garantissent même pas le salaire minimal légal. L'exode de nombreux jeunes travailleurs qui trouvent, pourtant souvent à l'étranger, un emploi en-dessous de leur niveau de formation et qui, malgré tout, ne reviennent pas en Pologne pour fonder une famille aggrave encore la situation démographique du pays », exposa Jadwiga Staniszkis, qui accusa ensuite le gouvernement de reporter, par calcul politique, les solutions sur les prochaines générations.

La haine de classe serait, selon la thèse controversée de Stéphane Portet, le moteur du dialogue social en Pologne. « L'employeur veut disposer pleinement et entièrement de ses avoirs privés mais oublie, ce faisant, que le travailleur n'est pas sa propriété. La démocratie n'existe pas dans l'entreprise et le salarié ne jouit d'aucune liberté de choix quant à l'avenir de l'entreprise », poursuivit Stéphane Portet.

Józef Niemiec confirma, du point de vue de la Confédération européenne des Syndicats, l'absence de volonté dans le chef des employeurs à participer en Pologne au dialogue social avec les représentants des salariés. Selon lui, leur objectif principal serait d'augmenter la productivité et les avantages concurrentiels en se servant du dumping salarial. « Le seul moyen d'instaurer un véritable dialogue social en Pologne est d'organiser des actions de grève et de protestation d'envergure afin d'influencer aussi l'opinion publique », conclut Józef Niemiec.

Victoria Znined ■

## La Croatie au lendemain de l'adhésion : chômage élevé, bas salaires et dialogue social défaillant

Grands défis pour les représentants des salariés et les syndicats

Le 1<sup>er</sup> juillet 2013, la Croatie est devenue le 28<sup>e</sup> Etat-membre de l'Union européenne et assume désormais l'ensemble des droits et obligations associés à cette adhésion. Cette journée importante constitue un jalon dans l'histoire croate ainsi que l'aboutissement d'un parcours couronné de succès. Et pourtant, la plupart des Croates n'ont pas vraiment le cœur à la fête. Une grande partie des habitants estiment qu'ils méritaient de devenir bien plus tôt des citoyens européens. Les espoirs de voir l'adhésion apporter son lot d'avantages économiques étaient peut-être réalistes lorsque la Croatie déposa initialement sa candidature il y a dix ans. Ils sont aujourd'hui tombés depuis longtemps dans l'oubli.

Malheureusement, la Croatie a rejoint l'UE au plus mauvais moment – la crise économique frappe tous les pays de l'Union et explique, entre autres, que la population ne voit et ne ressent nullement les bienfaits de l'adhésion à l'UE. La Croatie ne montre toujours aucun signe de reprise économique, surtout en matière de travail et de création d'emplois. Le taux de chômage recensé dépasse 20% et plus de 50% des jeunes sont sans emploi ou sans espoir de voir leur sort s'améliorer dans un avenir proche. Les prix augmentent tandis que les salaires stagnent ou reculent ; les retards de paiement des salaires sont fréquents et se comptent parfois en mois. Et les travailleurs dans tout cela ? Durant des années, on leur a répété que le dialogue social était le meilleur outil pour bâtir une société prospère où les partenaires sociaux étaient reconnus et respectés par le gouvernement. Six mois après être devenue la 28<sup>e</sup>



étoile sur le drapeau européen, la Croatie vit une toute autre situation. Pour le moment, tout particulièrement sous l'actuel gouvernement, le dialogue social est inexistant. Toutes les confédérations syndicales ont décidé de suspendre leur participation au Conseil économique et social national, les conventions collectives sont bafouées et annulées et les préparatifs en vue d'une grève générale vont bon train.

Le droit du travail et surtout le contrôle de son application pratique auraient dû être renforcés par le processus d'alignement sur les normes européennes mais dans la réalité, les droits des travailleurs sont actuellement la cible des attaques du gouvernement socio-démocrate qui a décidé d'amender presque tous les paragraphes de la législation du travail en Croatie afin de la rendre plus souple,

comme si cette seule manœuvre suffisait à réduire le chômage. La libéralisation et la privatisation des biens et des services publics figurent également en bonne place à l'agenda du gouvernement croate qui espère ainsi réaliser des économies budgétaires.

Confrontés à cette succession de mesures d'austérité, les travailleurs mais aussi les autres citoyens éprouvent des difficultés à se réjouir de l'adhésion à l'Union européenne et de penser aux avantages apportés par l'Union, tout particulièrement lorsque les jeunes quittent la Croatie, non pas pour exercer leur droit à la libre circulation mais parce qu'il y sont contraints afin de trouver un emploi qui pourrait leur garantir de meilleures perspectives d'avenir et restaurer leur confiance et leur dignité.

*Marija Hanževački* ■

## Visite à Chypre du président d'EZA Bartho Pronk

A l'invitation du KIKEA-DEOK, l'Institut chypriote pour l'Enseignement, la Formation et l'Emploi et membre d'EZA, le président d'EZA, Bartho Pronk, se rendra à la République de Chypre du 16 au 18 février 2014.

Lors de son séjour sur l'île, il rencontrera entre autres, en plus du comité directeur du DEOK, le Président du Parlement chypriote, Yiannakis Omirou, la Ministre de l'Emploi et de la protection sociale, Zeta Aimilianidou, le chef de la Représen-

tation de la Commission européenne à Chypre, Giorgos Markopoulitios ainsi que l'ambassadrice des Pays-Bas, Brechje Schwachöfer.

*Victoria Znined* ■

## Plates-formes et réseaux au sein d'EZA

### Entretien avec Józef Mozolewski, Plate-forme pour l'éducation (PED)

**Józef, tu es le responsable de la plate-forme PED. Quels objectifs poursuit-elle ?**

L'objectif principal de la plate-forme demeure d'accompagner les débats habituels sur le rôle de l'enseignement et la formation dans la société, tout en gardant un œil sur le dialogue interculturel et interreligieux concernant les valeurs portées par l'enseignement et la formation ainsi que sur les liens entre l'enseignement, la formation et l'emploi.

La plate-forme pour l'éducation est une structure qui opère dans le cadre d'EZA, qui en assume la responsabilité politique.

#### Qui participe à cette plate-forme ?

En janvier 2008, NKOS (Nezávislé kresťanské odbory Slovenska, Slovaquie), CSDR (Confederația Sindicatelor Democratice din România) et Cartel Alfa (Roumanie), LDF (VsI Lithuanian Labor Federation, Lituanie), GÖD (Gewerkschaft öffentlicher Dienst, Autriche), CNV (Christelijk Nationaal Vakverbond, Pays-Bas), USO (Unión Sindical Obrera, Espagne) et au départ, quelques syndicats belges émirent, à Bruxelles, le souhait d'adhérer à une plate-forme qui, sous le nom de « plate-forme ouverte des enseignants », débuta ses travaux dans le cadre d'EZA. Les experts Gaston de la Haye et

Evert de Jong assurèrent à l'époque la coordination.

Entre temps, de nouveaux membres tels que KK NSZZ "Solidarność" (Komisja Krajowa NSZZ "Solidarność", Pologne), PODKREPA (Confederation of Labour PODKREPA, Bulgarie), MOSZ (Munkástanácsok Országos Szövetsége, Hongrie) se sont joints aux membres fondateurs et ont enrichi le contenu de travail de la plate-forme.

En 2011, EZA m'a confié la responsabilité des activités de la plate-forme. Depuis, trois réunions ont eu lieu, qui ont débouché sur des décisions substantielles et structurantes. Il fut, entre autres, décidé de rebaptiser la structure qui s'appelle désormais la « Plate-forme pour l'éducation ».

Le public ciblé par la plate-forme est constitué de syndicats d'enseignants et de leurs représentants.

#### Comment travaille la plate-forme ?

La plate-forme se réunit deux fois par an en Pologne.

#### Quels sont les thèmes de réflexion de la plate-forme ?

Les thèmes brassent large et portent, par exemple, sur l'emploi dans le secteur de l'enseignement et de la formation, la

conciliation de la vie privée et de la vie professionnelle, les expériences relatives aux valeurs du travail pédagogique, l'équilibrage, dans le travail pédagogique, relatif au monde du travail en mutation et aux nouvelles technologies, la sécurité de l'enseignement, les conséquences de la crise dans le secteur de l'enseignement, l'évolution démographique. En outre, nous tentons de mettre au point de nouveaux concepts d'enseignement pour relever les divers défis pédagogiques, sociaux et sociétaux en Europe.

Les thèmes que nous abordons sont le reflet des difficultés que doit surmonter l'enseignement partout en Europe. Le périmètre des thèmes qui sont explorés par la plate-forme a contribué à susciter un vif intérêt pour le travail de notre structure. Le nombre de participants à nos rencontres ne fait qu'augmenter, tout comme les discussions concrètes.

**Je te remercie de cet entretien et te souhaite un franc succès dans votre travail.**

Victoria Znined ■

## MENTIONS LÉGALES

#### Publication

EZA

Centre Européen pour les Travailleurs  
Johannes-Albers-Allee 2

D-53639 Königswinter

Tél. +49 - 22 23 - 29 98 - 0

Fax +49 - 22 23 - 29 98 - 22

Courriel : eza@eza.org

[www.eza.org](http://www.eza.org)

#### Rédaction

Roswitha Gottbehüt (responsable),  
Matthias Homey, Norbert Klein,  
Victoria Znined

#### Conception graphique et composition

HellaDesign, Emmendingen

Courriel : helladesign@web.de

#### Photos

EZA, Solidarność

#### Mode de parution

Quatre éditions par an



Cette publication est réalisée avec l'aide financière de l'Union européenne.



Józef Mozolewski, vice-président d'EZA

Courriel : [zr.podlaskiego@solidarnosc.org.pl](mailto:zr.podlaskiego@solidarnosc.org.pl) ou [zagr@solidarnosc.org.pl](mailto:zagr@solidarnosc.org.pl)